



Paris, le 21 février 2024

à

Monsieur le Premier ministre
Hôtel Matignon
57 rue de Varenne
75700 Paris SP 07

Objet : santé et transformation des systèmes agricoles et alimentaires

Monsieur le Premier ministre,

L'Alliance Santé-Biodiversité regroupe des professionnels de la santé humaine, de la santé animale, des sciences de l'environnement et des sciences humaines et a pour ambition de proposer des recommandations pour engager les transformations qui s'imposent et renforcer l'approche interministérielle *Une seule santé*.

L'annonce par le Gouvernement d'une pause du plan Ecophyto nous préoccupe. Elle ne semble compatible ni avec la planification écologique ni avec les politiques publiques ambitieuses « *visant à promouvoir et à pérenniser les systèmes de production agroécologiques combinant un haut niveau de protection sociale, environnementale et sanitaire* » telles que définies à l'article L1 du Code rural et de la pêche maritime. De plus, cette décision aura des conséquences sur la santé humaine et sur celle de la biodiversité dont nous dépendons.

Nous sommes convaincus que la crise agricole actuelle montre les limites (et l'échec, s'agissant des enjeux de santé et de biodiversité) des systèmes agricoles et alimentaires conventionnels. Après-guerre, face aux pénuries alimentaires et dans un contexte bien différent de celui d'aujourd'hui, les responsables politiques et agricoles européens d'alors avaient lancé la « révolution verte », qui s'est traduite par un formidable développement de la productivité agricole et d'une amélioration des conditions de travail des agriculteurs. Mais aujourd'hui, cette même révolution verte est responsable d'un malaise agricole profond aux causes multiples, dans un contexte où la politique agricole commune n'a pas véritablement pris le virage de la transition agroécologique.

Les produits chimiques utilisés massivement (herbicides, insecticides, fongicides, engrais de synthèse) contaminent les sols, l'air et les eaux de consommation et se retrouvent dans la chaîne alimentaire, contribuant ainsi au fardeau de maladies chroniques qui pèse sur nos sociétés et sur notre système de santé. Un collectif de chercheurs vient de présenter l'état des connaissances scientifiques sur ces impacts délétères¹.

¹ https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/02/07/pesticides-nous-chercheurs-et-chercheuses-denoncons-une-mise-au-placard-des-connaissances-scientifiques_6215195_3232.html

Leur usage est très coûteux pour la société comme l'ont rappelé un récent rapport² de la FAO et d'autres travaux scientifiques³, qui montrent que les « coûts cachés » de nos systèmes agroalimentaires dépassent 10 000 milliards d'euros par an dans le monde (160 milliards pour la France) et que le prix de marché des produits alimentaires ne reflète qu'entre le tiers et la moitié de leur coût réel si l'on prend en compte les externalités négatives sur la santé, l'environnement et l'économie.

Cette situation est intenable, tant sur le plan environnemental (climat, biodiversité, sols, eau, ressources naturelles...) que de la santé publique et de l'économie. De plus, les conséquences des pratiques agricoles dites conventionnelles sur l'érosion et la fertilité des sols risquent de mettre en péril l'objectif de souveraineté alimentaire.

La transition vers des systèmes agricoles et alimentaires durables n'est donc pas un choix mais une nécessité. Cela a d'ailleurs été posé comme cadrage de l'action par le Président de la République dans son discours de Rungis le 11 octobre 2017 :

« Notre agriculture doit réduire sa dépendance aux intrants chimiques qui polluent nos sols, nos cours d'eau et nos nappes. Je sais à cet égard que beaucoup (...) a été fait par le monde agricole en la matière. (...) mais nous devons aller plus loin ensemble, il ne s'agit plus de passer notre temps à contester que l'utilisation des produits phytosanitaires menace la santé des consommateurs ou des agriculteurs ou la biodiversité, il s'agit de voir comment nous nous mettons collectivement en situation de traiter ce problème ! ». Rappelons également que dès les années 1970, d'Edgard Pisani à Sicco Mansholt⁴ en passant par René Dumont, de nombreux responsables, prenant conscience des dégâts collatéraux de cette révolution verte sur la santé et l'environnement, ont appelé à engager l'agriculture dans une nouvelle voie, moins dépendante des intrants de synthèse car privilégiant les services rendus par les écosystèmes. Il y a donc 50 ans que nous savons...

Nous nous plaçons à la disposition du Gouvernement pour travailler avec le monde agricole sur les transitions à engager, en nous appuyant sur les données de l'expertise scientifique et sur l'application du principe de non-régression en droit de l'environnement. Nous savons aujourd'hui que le 21ème siècle doit être celui de la reconnexion au monde vivant dans le cadre des limites planétaires, dont certaines (azote, phosphore, eau...) sont dépassées notamment du fait de notre agriculture. Compte-tenu du coût de l'inaction pour nos sociétés, priorité doit être donnée à la prévention.

Pour cela, nous proposons de travailler sur plusieurs points que nous serions heureux de détailler à l'occasion d'une réunion avec vous :

- **Réduire les usages de produits phytosanitaires en créant les conditions pour que les cultures végétales puissent se développer naturellement « en bonne santé »**, de la même façon que les humains et les animaux peuvent être en bonne santé sans consommer des médicaments de façon préventive - le succès du plan Ecoantibio montre que des efforts combinés peuvent amener de fortes réductions et le changement des pratiques. Le slogan « pas d'interdiction sans solution », bien que légitime, est une impasse car il laisse entendre que la recherche devrait trouver « une solution » magique et unique pour se passer des produits chimiques les plus efficaces (qui sont souvent les plus dangereux), quand l'agroécologie nécessite de combiner un ensemble de solutions connues et applicables dès maintenant, sans pour autant compromettre une productivité nécessaire à notre souveraineté alimentaire.

² <https://www.fao.org/newsroom/detail/hidden-costs-of-global-agrifood-systems-worth-at-least--10-trillion/fr>

³ <https://www.chaireunesco-adm.com/No19-Couts-caches-et-juste-prix-de-notre-alimentation-entre-marche-Etat-et>

⁴ Principal artisan de la politique agricole commune en tant que commissaire européen chargé de l'agriculture de 1958 à 1972

- **Soutenir techniquement et financièrement les nombreux agriculteurs qui innovent dans leurs exploitations** pour massifier les bonnes pratiques de transition agroécologique, Qu'il s'agisse d'agriculture biologique, d'agriculture de conservation des sols, d'agroforesterie ou d'agriculture régénératrice, les principes sont toujours les mêmes : s'appuyer sur l'accroissement de la biodiversité pour renforcer les régulations biologiques dans les sols et les paysages ; c'est ce qui permet de réduire la dépendance aux intrants de synthèse. Tout en limitant la dépendance des agriculteurs aux financements européens, la PAC peut se transformer en une Politique agricole et alimentaire commune et devenir un excellent levier des changements de pratiques agricoles prenant en compte les enjeux de souveraineté alimentaire et de résilience dans le cadre de la crise climatique.
- **Accompagner l'évolution des régimes alimentaires** (plus de produits végétaux riches en protéines, en fibres et en micro nutriments dans le cadre d'un rééquilibrage avec les produits animaux) qui est une des conditions de la réussite des transitions vers des systèmes alimentaires durables, tout en permettant l'accès de tous à une alimentation saine.
- **Financer les transitions dans le cadre de systèmes alimentaires territorialisés**, en s'appuyant sur la future stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat (SNANC) et sur des projets alimentaires territoriaux ambitieux portés par les collectivités territoriales, les acteurs économiques et les citoyens.
- **Encourager la participation de la société civile**, car les systèmes alimentaires sont l'affaire de tous et qu'il apparaît contreproductif de traiter les sujets agricoles indépendamment des enjeux alimentaires, d'environnement et de santé.

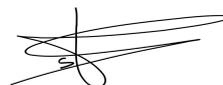
Nous vous prions de croire, Monsieur le Premier ministre, à l'expression de notre très haute considération.



Dr Pierre Souvet
président de l'ASEF



Dr Elisabeth Gnansia
présidente de la SFSE



Hélène Soubelet
directrice de la FRB



Antoine Gatet
président de FNE



Dr Jean Yves Gauchot
président de la FSVF



Bernard Chevassus-au-Louis
président de Humanité et Biodiversité



Jérôme Fromageau
président de la SFDE



Maud Lelièvre
présidente du comité français de l'UICN

copie : Mmes et MM les ministres du travail, de la santé et des solidarités ; de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire ; de la transition écologique et de la cohésion des territoires ; de l'enseignement supérieur et de la recherche ; les ministres délégués en charge des collectivités territoriales et de la ruralité ; de la santé et de la prévention ; auprès du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire ; et M le secrétaire d'État en charge de la mer et de la biodiversité